

qu'on a dépensés depuis des années, et si on avait décidé ensemble que la meilleure chose à faire pour les gens au Canada, c'était de s'asseoir ensemble et voir à leur condition économique, imaginez ce qu'on aurait pu faire. On pourrait avoir un système de garderies national. On n'aurait pas besoin de se battre pour savoir si c'est une priorité provinciale, si c'est du domaine fédéral. Ce serait donc bien si on pouvait faire des choses comme celles-là.

Mais, comme on le sait, la réalité des faits, c'est que nous avons des gouvernements provinciaux qui ont certaines responsabilités qui leur tiennent à coeur. C'est à moi cela, n'y touche pas! Même si tu veux faire des bonnes choses, ne viens pas dans mon domaine. Cela cause des problèmes, des délais et des frustrations extrêmes, surtout pour cette ministre-ci qui sait que ce sont des questions très difficiles.

Quand on pense à ce qu'on pourrait faire si on investissait, premièrement, dans nos enfants et dans les enfants de 0 à 6 ans. Si on pouvait intervenir à ce niveau-là, on n'aurait pas besoin de bâtir des prisons comme on sera obligé de le faire parce qu'on ne peut pas se payer le loisir d'aider nos enfants. On va faire notre possible ici. Mais je demanderais à tous les gens qui ont à coeur nos enfants, nos femmes et l'avenir de notre pays, de se mettre ensemble et de travailler, et qu'on prenne les dollars qu'on a pour vraiment faire du bien pour le peuple canadien.

Mme Maud Debien (Laval-Est, BQ): Madame la Présidente, le 8 mars dernier, nous célébrions avec toutes nos soeurs et collègues du monde entier, la Journée internationale de la femme. Comme toutes les grandes fêtes que l'on commémore pendant un octave, qu'il me soit permis de dire que la nôtre ne fait pas exception à la règle.

Toutefois, je ne considère pas pour autant qu'une seule journée puisse nous permettre de témoigner que la partie est gagnée. Cette journée permet de faire une pause, d'engager une réflexion et de l'insérer dans le prolongement des démarches qui restent à faire. Au dernier jour de cet octave, c'est donc avec plaisir que je prends la parole en cette Chambre afin de souligner, d'une part, les gains importants que les femmes ont obtenus de dure lutte et d'autre part, les situer dans le contexte des actions et des démarches à venir, en particulier pour les Québécoises.

J'en profite également pour saluer tous les groupes de femmes de Laval qui oeuvrent au mieux-être de leurs concitoyens.

Nous devons toujours nous rappeler que le courage, la détermination et le dévouement de celles qui nous ont précédées ne sont pas de vains mots. Ils ont été porteurs de changements fondamentaux dans l'ordre établi. Dans leurs démarches d'autonomie, ces femmes ont ouvert la porte à leurs filles vers l'accès à l'égalité des sexes, aux études supérieures, au droit de vote, au marché du travail et à l'indépendance financière, au pouvoir politique et au monde des affaires.

• (1705)

Nous avons de plus assisté à plusieurs premières au cours des dernières années: première femme dans l'espace, première femme première ministre du Canada, première femme présidente de

Les crédits

république, première femme juge à la Cour suprême, première femme à siéger à l'Académie française et j'en passe.

D'ailleurs, la déclaration du Sommet mondial pour le développement social tenu à Copenhague récemment confirme dix engagements, dont celui de, et je cite: «promouvoir le respect total de la dignité humaine et assurer l'égalité et l'équité entre femmes et hommes et reconnaître et renforcer la participation et le rôle des femmes, dans le cadre de la vie politique, civile, économique, sociale et culturelle, et au développement.»

Qu'en est-il maintenant? Aujourd'hui, les femmes se demandent collectivement: Où en sommes-nous rendues? Quelle a été la portée de nos actions? Quels seront les prochains enjeux? De par nos expériences personnelles, nous savons tous et toutes que des pas ont été franchis eu égard à l'obtention de nos droits. Toutefois, laisserons-nous l'arbre nous cacher la forêt?

Malgré les progrès, de sérieux écarts subsistent. En période de restrictions budgétaires, de chômage, les femmes et les gens plus démunis risquent de payer la note. Un fait demeure, cependant: la réalité des pratiques en milieu de travail, par exemple, fait en sorte que les femmes gagnent toujours 72 p. 100 du salaire des hommes, qu'elles sont majoritairement confinées dans des emplois peu rémunérateurs et précaires, que les services de garde sont inadéquats, qu'elles se retrouvent au troisième âge plus pauvres que les hommes, et la liste pourrait s'allonger.

Qu'en est-il maintenant au Québec? De nombreux députés du Bloc québécois ont parcouru les différentes régions du Québec au cours des dernières semaines, dans le cadre des Commissions régionales sur l'avenir du Québec. Comme vous le savez, les 18 commissions québécoises se sont soldées par un franc succès. Plus de 50 000 Québécoises et Québécois ont pris part à des discussions extrêmement productives lors de la plus vaste consultation populaire jamais tenue au Québec. Des gens de tous les âges et de tous les horizons ont pris la parole et sont venus nous dire ce qu'ils attendaient et espéraient d'un Québec souverain.

Les Québécois et les Québécoises ont fait la preuve, une fois de plus, qu'ils sont capables de s'écouter, de se comprendre et de s'entendre. Ils sont venus exprimer au gouvernement du Québec leur désir d'un Québec généreux, solidaire et responsable envers leurs femmes et leurs enfants, les travailleurs et travailleuses, leurs aînés, leurs jeunes. De nombreux groupes de femmes ont participé au débat. Je peux affirmer que leur façon de voir l'avenir du Québec ne correspond pas à celle de l'actuel gouvernement fédéral. Est-il possible que l'écart entre la réalité des Québécoises et la perception qu'en a le gouvernement fédéral soit aussi fort? En tous les cas, la secrétaire à la condition féminine et ses collègues québécois du Parti libéral du Canada ont manqué une belle occasion de reprendre contact avec la réalité des Québécoises.

Quoi qu'il en soit, puisque les députés libéraux étaient absents, je vais tenter de leur rappeler ce que les Québécoises ont exprimé. En premier lieu, faut-il le répéter, les groupes de femmes, comme elles l'avaient signalé lors des audiences de la commission Bélanger-Campeau, désirent des changements pro-